

"Trier 60 % des déchets"

Agnès Simonpietri invitée de Cuntrastu. La présidente de l'Office de l'environnement a détaillé son action. Beaucoup de projets et de chantiers en cours. Pas encore de visibilité mais une volonté d'éviter le pire à la Corse

Une main de fer dans un gant de velours... Sa voix est douce et sa discrétion en terme de communication en dérouté plus d'un. Pourtant, le discours est musclé. Hier soir, sur le plateau de Cuntrastu, sur France 3 Corse ViaStella, Agnès Simonpietri, la présidente de l'Office de l'environnement a montré sans forcer sa détermination. Interrogée par Jean-Vitus Albertini, Roger Antech de *Corse-Matin* et Patrick Vinciguerra de RCFM, elle a durant près d'une heure, détaillé, expliqué le programme de la majorité territoriale.

En tout début d'émission, Agnès Simonpietri est tout d'abord revenue sur l'actualité insulaire et notamment sur le climat que l'on peut juger délétère sur les différentes arrestations de jeunes corses. "On a l'impression que l'on punit avant même de juger. Si naturellement la justice doit être indépendante, nous tenons à ce qu'un climat d'apaisement intervienne".

A la question de savoir si le procureur de Bastia, Nicolas Bessone, doit partir, comme le souhaite vivement un syndicat étudiant nationaliste, Agnès Simonpietri dit vouloir "être prudente". Mais reconnaît

"La situation de l'Office va dans le bon sens"



Agnès Simonpietri, hier, entourée de Jean-Vitus Albertini, Roger Antech et Patrick Vinciguerra.

/PHOTO MICHEL LUCCIONI

sans ambages que le climat actuel de tension "existe bel et bien" et qu'il doit "impérativement cesser".

Toujours dans le domaine de l'actualité, elle a évoqué la position très marquée de Corsica Libera sur le statut de résident pour stopper la spéculation immobilière dans l'île. "Nous sommes en adéquation

sur cette problématique. Mais nous savons qu'il faut une évolution institutionnelle pour que le statut de résident soit instauré en Corse."

Entrant par la suite dans le vif du sujet de son domaine de prédilection, Agnès Simonpietri s'est longuement attardée sur la situation de l'Office qu'elle préside. Une situation pour le moins difficile et compliquée... "Quand je suis arrivée, la situation était catastrophique notam-

ment au niveau humain. Aujourd'hui, le climat est plus serein avec le départ de l'ancien directeur et l'arrivée du nouveau. Le dialogue social est renoué. Bref, la situation va dans le bon sens."

Répondant aux questions des trois journalistes sur l'embauche d'une cinquantaine de personnes au sein de l'Office, elle a expliqué que ces embauches "n'étaient pas justifiées pour la plupart" mais que l'on ne pouvait pas par-

ler non plus "d'emplois fictifs". Enfin, sur le sujet brûlant du traitement des déchets, Agnès Simonpietri a réitéré son objectif majeur : 60 % de ces déchets devraient être triés. "Notre but est à trois ans pour le milieu rural et à cinq ans pour le milieu urbain. Nous pouvons aller au-delà de 60 % de tri, mais avec 60 %, nous nous sommes déjà fixé un objectif ambitieux"

JEAN-JACQUES GAMBARELLI

DU TAC AU TAC

"Au sein de l'Office de l'environnement, la réorganisation est en train d'être faite. La responsabilité de l'ancien directeur sur la situation catastrophique que nous avons connue, est avérée."

"Le Parc naturel régional a fait des efforts ces derniers temps. Mais il n'a toujours pas retrouvé son label. Nous sommes dans une situation d'urgence. J'espère que d'ici la fin de l'année, le problème sera réglé."

"Nous allons créer avec un peu de retard, à Tallone, un centre d'enfouissement mais sans déchets organiques. Car auparavant, les conditions n'étaient pas acceptables."

LE CONTRADICTEUR

Agnès face à Joselyne.... Un débat et un duel 100 % féminin

On connaît Joselyne Fazi, la maire de Renno et la présidente de l'association des maires de Corse-du-Sud. Elle est un peu l'antithèse - en apparence - d'Agnès Simonpietri. Si l'une a le verbe haut, l'autre préfère la discrétion. Hier, sur le plateau de Cuntrastu, elles ont néanmoins débattu sans aucune animosité. Et même avec beaucoup de courtoisie.

Joselyne Fazi a, dès le départ de son débat contradictoire, posé la question de savoir, comment va se passer l'été 2017. On se souvient que l'an passé durant la saison estivale, la situation était particulière-



ment délicate en terme de déchets dans l'île. "Nous allons tout faire pour qu'il se passe le moins mal possible. Mais fort heureusement par rapport à l'été dernier des éléments nouveaux vont nous permettre de mieux gérer la situation. Nous allons avoir par exemple de nouvelles plateformes de compostage. Par ailleurs, le tri s'améliore régulièrement et véritablement. Enfin, le traitement des bio-déchets va s'intensifier", a détaillé la présidente de l'Office de l'Environnement.

Convaincue Joselyne Fazi ? Elle a tout cas rappelé que le traitement des déchets relève de la responsabi-

lité pénale des maires. Avant d'ajouter : "C'est une inquiétude permanente".

Pour l'édile de Renno et la présidente de l'association des maires de Corse-du-Sud, une chose est sûre : "La situation est difficile. Le tri porte à porte dans les petites communes est impossible. Nos grandes villes n'ont pas d'infrastructures adaptées et le tri n'est pas encore véritablement intégré au sein de la population insulaire".

On l'aura compris : Joselyne Fazi sait que la gestion du problème des déchets sera longue. Très longue même... J.-J.G.

"Nous pouvons et devons aller vite"

La présidente de l'Office de l'environnement sait que le temps est compté. Il faut aller vite. Très vite même. Et de revenir sur certaines installations qui ne prennent pas selon elle beaucoup de temps à être réalisées. "En moyenne, il faut entre huit mois et un an pour mettre en place une installation de compostage ou un centre de tri. Vous savez, si nous espérons arriver à recycler 60 % de nos déchets, d'ici de 3 à 5 ans, notre objectif final est d'atteindre d'ici 10 ans 85 % de déchets recyclés et donc triés". Concernant l'enfouissement, comme beaucoup, Agnès Simonpietri se montre réservée. Mais ne peut l'exclure pour l'instant du plan territorial. "La

politique du tout-transport et du tout-enfouissement qui a été faite depuis longtemps est un désastre aussi bien environnemental qu'économique et financier. L'objectif principal est de ne pas enfouir que des déchets inertes qui ne sentent pas mauvais et qui ne sont pas dangereux".

A propos de l'incinération, la présidente de l'Office de l'environnement est claire : "Ce n'est pas la bonne solution. Regardez la Suède, qui a d'excellents résultats dans le traitement des déchets, elle cherche désormais à en sortir". Agnès Simonpietri sait quelle doit aller vite. "Nous le pouvons et nous le devons".

"Xylella fastidiosa : la menace est totale"

Premier producteur et exportateur mondial d'huile d'olive, l'Espagne, aujourd'hui dans l'archipel des Balears fait face, à son tour, à une épidémie de *Xylella fastidiosa*, cette bactérie qui pénètre dans la sève et dessèche les arbres de l'intérieur, et qui a décimé des dizaines de milliers d'oliviers en Italie depuis 2013, avant d'être détectée en France et notamment en Corse. Bien évidemment Agnès Simonpietri ne pouvait échapper à la question de l'arrivée de cette bactérie en Espagne. Et des conséquences qui pourraient toucher l'île. "C'est une très mauvaise nouvelle. La menace est totale". Selon elle, "il ne reste plus de zones garanties saines, pourtant la Corse continue à im-

porter. La responsabilité est collective. Les contrôles des services de l'état ne sont pas toujours exemplaires". L'option la plus sécurisée ? "Produire localement les plants dont la Corse a besoin". Rappelons que l'une des sous-espèces de la *Xylella fastidiosa*, la *Multiplex*, très différente de celle qui ravage les oliviers en Italie, est répandue sur notre île, plus particulièrement en Corse-du-Sud. La bactérie a été isolée sur trente espèces différentes de végétaux. Aujourd'hui, la plus grande difficulté est d'établir un juste équilibre permettant de préserver l'activité agricole et la biodiversité tout en maintenant un haut niveau de surveillance sanitaire.

LE DEBRIEF

L'avis de Roger Antech

"Vous êtes d'une certaine façon la ministre des urgences environnementales de la nouvelle majorité territoriale. Vous avez à parler à de nombreux intervenants. Je note que vous faites passer des messages. Des messages qui sont fidèles à vos engagements politiques et à vos idées. C'est une politique des petits pas. On voit donc de nombreux intervenants et parfois même quelques branches malades. Aussi, ne serait-il pas temps de raisonner dans l'unicité par l'action ? Vous butez parfois sur des aspects financiers lourds, notamment dans le traitement des déchets et même vis-à-vis de la structure. Agnès Simonpietri, être à la tête de la délégation de l'environnement n'est-il pas un cadeau empoisonné ?"

L'avis de Patrick Vinciguerra

"Vous êtes, Agnès Simonpietri, de tous les conseillers exécutifs celle que l'on entend le moins, ou du moins la plus discrète. Et pourtant, vous avez en charge un domaine sensible et important pour la Corse. Il est en plus un marqueur nationaliste. Je comprends que l'on puisse travailler dans la discrétion mais cependant à l'heure d'un premier bilan, les résultats sont plutôt maigres, peu lisibles, en friche... Notamment sur la question du traitement des déchets. Il semble plus facile d'être dans l'incantation que dans la construction. On a du mal à voir percer la responsable politique qui tranche et qui décide. Comme si vous aviez des difficultés à passer de l'éthique de conviction à l'éthique de responsabilité".